



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme
Alimentaire
Mondial

ISSN 2707-2495



RAPPORT SPÉCIAL - EXTRAITS

**MISSION CONJOINTE FAO/PAM
D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (CFSAM) DE 2021
EN RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN**

Mai 2022

RAPPORT SPÉCIAL

EXTRAITS

**MISSION CONJOINTFAO/PAM D'ÉVALUATION
DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE (CFSAM) DE 2020
EN RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN**

mai 2022

Citer comme suit:

FAO. 2022. *Rapport spécial - Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) de 2021 en République du Tadjikistan*. Extraits. Mai 2022. Rome.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2022

ISSN 2707-2495 [Imprimé]

ISSN 2707-2509 [En ligne]



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licencerequest. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Photo de la couverture: ©FAO/Ibrohim Ahmadov

FAITS SAILLANTS



- La production totale de céréales en 2021 (cultures de la première et de la deuxième campagnes) a été estimée à 1,4 million de tonnes, soit environ 10 pour cent de plus qu'en 2020 et 4 pour cent de plus que la moyenne quinquennale, sous l'effet d'un léger accroissement des semis et de meilleures conditions météorologiques qui ont amélioré les rendements. La production de blé, la principale denrée de base du pays, a été estimée à 852 000 tonnes, un niveau proche de la moyenne, tandis que la production de pommes de terre, une autre denrée de base dans le pays, a été estimée à 919 000 tonnes, un niveau légèrement inférieur à la moyenne.
- Au cours de la campagne de commercialisation 2021/22 (novembre/octobre), les besoins totaux d'importation de céréales sont estimés à environ 1,35 million de tonnes, dont 1,19 million de tonnes de blé, 148 400 tonnes de maïs et de petites quantités de riz et d'orge. Les besoins d'importation de pommes de terre devraient s'élever à 265 300 tonnes.
- Bien que les besoins d'importation de blé soient toujours pleinement couverts par les achats commerciaux, après le déclenchement du conflit en Ukraine en février 2022, la capacité d'importation du pays pourrait être considérablement limitée par les cours élevés du blé sur les marchés internationaux et les interdictions et les contingents d'exportation mis en place dans plusieurs pays de la région.
- Malgré l'insuffisance des ressources en pâturage et des disponibilités fourragères, les conditions physiques des animaux étaient généralement satisfaisantes, grâce à l'offre adéquate d'aliments pour animaux alternatifs (provenant des déchets des cultures vivrières).
- Les prix intérieurs de la farine de blé sont restés généralement stables ou ont fléchi entre janvier et juillet 2021 et ont affiché une tendance à la hausse entre août et décembre 2021, dans le sillage de la forte hausse des cours à l'exportation du blé au Kazakhstan. Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'augmentation des prix internationaux pourrait entraîner une hausse des prix intérieurs jusqu'à ce que les récoltes de la campagne principale de 2022 atteignent les marchés en août 2022.
- Les prix des pommes de terre ont augmenté de façon saisonnière entre janvier et avril 2021, puis ont fléchi en mai et juin 2021. À partir de juillet, les prix ont augmenté de façon saisonnière jusqu'en novembre et ont légèrement fléchi en décembre 2021, bien qu'ils soient restés environ 12 pour cent plus élevés qu'un an auparavant.
- Dans l'ensemble, environ 20 pour cent des ménages ont été classés comme étant en situation d'insécurité alimentaire modérée et grave en août 2021, en tenant compte de leur

consommation alimentaire, de leurs sources de revenus et des stratégies d'adaptation qu'ils ont adoptées. La prévalence des ménages en situation d'insécurité alimentaire était plus élevée dans les zones rurales, en particulier parmi les ménages dirigés par des femmes.

- La mission a constaté qu'environ 32 pour cent des ménages interrogés avaient consacré plus de 65 pour cent de l'ensemble de leurs dépenses à la nourriture, ce qui a limité leur capacité à faire de meilleurs choix de

subsistance car une part importante de leurs dépenses est destinée à satisfaire leurs besoins alimentaires.

- Dans l'ensemble, le montant des envois de fonds dans le pays a diminué par rapport à la période avant la pandémie de covid-19 et la majorité des ménages qui ont reçu des fonds en 2021 ont indiqué que l'argent avait été utilisé pour couvrir leurs besoins alimentaires. La situation pourrait encore s'aggraver en raison des répercussions de la guerre en Ukraine.

APERÇU GÉNÉRAL

À la suite d'une demande officielle émanant du Gouvernement de la République du Tadjikistan le 4 mai 2021, la FAO et le PAM ont effectué une Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) dans le pays, sous une forme raccourcie. Après une planification et une préparation minutieuses, les deux agences ont évalué la production vivrière de 2021, estimé les besoins d'importation alimentaire pour la campagne de commercialisation 2021/22 et analysé la situation de la sécurité alimentaire au cours de l'année 2021 au niveau des ménages. L'équipe de base de la mission était composée de fonctionnaires de la FAO et du PAM, qui ont bénéficié de l'appui d'un prestataire de services engagé pour réaliser des entretiens avec des informateurs clés, organiser des réunions avec les communautés et mettre en œuvre une enquête par téléphone auprès des ménages.

Après avoir examiné et collecté les informations disponibles dans la capitale, Douchanbé, la mission s'est rendue sur le terrain entre le 22 juin et le 2 juillet 2021 puis de nouveau entre le 16 et le 22 septembre 2021 pour estimer les niveaux de production de la première et de la deuxième campagnes. L'équipe de base de la mission était composée d'un économiste et d'un agronome de la FAO, tandis que le PAM a fourni des experts en évaluation qualitative de la sécurité alimentaire et des besoins en matière d'aide alimentaire d'urgence pour les groupes vulnérables. Des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture de la République du Tadjikistan (MA) et de l'Agence des statistiques (AS) sous la présidence de la République du Tadjikistan ont fourni un appui technique.

Avant de commencer le travail sur le terrain, tous les membres de l'équipe ont bénéficié d'une formation en ligne approfondie sur la méthodologie et les outils CFSAM délivrée par de hauts fonctionnaires de la FAO, ont élaboré la liste de contrôle à utiliser, ont discuté des données à



collecter et ont mis au point l'itinéraire ainsi que les modalités logistiques.

S'agissant de l'évaluation des récoltes de la première et de la deuxième campagnes, les équipes se sont rendues dans toutes les régions du pays durant les deux périodes de travail sur le terrain, à l'exception de la région autonome de Gorno-Badakhshan qui n'a pas été visitée en juillet car il n'y a qu'une seule campagne agricole qui commence plus tard que dans les autres régions. Dans l'ensemble, 26 des 57 districts agricoles du pays ont été visités. Chaque équipe comprenait des représentants de la FAO et du PAM, des spécialistes des cultures et de l'élevage du MA et des statisticiens spécialisés dans l'agriculture de l'AS. Au total, les équipes ont passé 20 jours sur le terrain. Durant les activités de terrain, les équipes ont rencontré des représentants des autorités locales et des vulgarisateurs et ont été informées de la situation générale de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Chaque équipe a mené des entretiens structurés avec des ménages agricoles pour discuter de la situation et des perspectives concernant la production agricole et a observé l'état des cultures encore sur pied dans les champs. Dans chaque district, les équipes se sont rendues dans des marchés locaux et ont rendu visite à des

commerçants et des meuniers pour évaluer les disponibilités alimentaires et les évolutions récentes des prix.

La mission a obtenu des estimations des superficies ensemencées et récoltées ainsi que des rendements auprès des Départements de l'agriculture au niveau des districts et des régions et du personnel agricole des jamoats (entités au niveau des sous-districts). Les données ont ensuite été recoupées avec les informations fournies par les agriculteurs et les commerçants interrogés lors des visites de terrain ainsi qu'avec les estimations des précipitations et autres données météorologiques obtenues par télédétection.

Durant les visites sur le terrain, des réunions et des entretiens ont été menés auprès d'informateurs clés, comme des chefs de fermes *dehkan*¹ et des agriculteurs afin d'évaluer la situation dans le secteur agricole du pays. Les problèmes liés aux récoltes, à la lutte contre les ravageurs, à la disponibilité de financements des intrants et à l'octroi de crédit, à l'état des prairies et des pâturages et à l'état du secteur de l'élevage ont été discutées dans le cadre d'entretiens avec des informateurs clés (EIC). Ces EIC ont également été l'occasion de recevoir des informations de première main sur les facteurs qui ont influé sur la production agricole en 2021 au cours de la première et de la deuxième campagnes.

En novembre 2020, de fortes pluies et des températures froides ont retardé les semis d'une à deux semaines, mais les pluies inférieures à la moyenne reçues en décembre ont réduit l'excès d'humidité du sol et ont permis la reprise des opérations de semis. Les conditions météorologiques sèches se sont poursuivies en janvier et février 2021, ce qui a eu des répercussions négatives sur les cultures dans certaines régions. Les pluies se sont améliorées entre la fin février et la mi-mai, améliorant les conditions de végétation dans les zones touchées par le temps sec et les perspectives de récolte dans la plupart des régions du pays. Toutefois,

les pluies supérieures à la moyenne ont provoqué des inondations et des glissements de terrain, qui ont endommagé les cultures par endroit dans les régions de Khatlon et de Sughd. Les conditions météorologiques sont restées généralement favorables de juin à la fin de 2021, ce qui a été bénéfique pour les cultures de la deuxième campagne.

Les criquets italiens et marocains ont provoqué des dommages localisés aux cultures, en particulier dans les zones semi-montagneuses. Au cours des entretiens sur le terrain, les agriculteurs ont signalé des éclosions de rouille jaune et de charbon de tête sur les cultures céréalières, en particulier au printemps. Les mesures et interventions de lutte mises en œuvre en temps opportun ont limité l'impact des criquets pèlerins et des maladies sur les cultures.

La Mission a constaté que le nombre de tracteurs et de machines agricoles pour la réalisation de certaines pratiques agricoles (travail du sol, récolte, etc.) était insuffisant pour couvrir la demande et que les prix de leurs services avaient augmenté en 2021 par rapport à l'année précédente. Les agriculteurs ont également fait part de l'augmentation des prix du carburant et des lubrifiants pendant les périodes des semis et des récoltes des cultures agricoles.

Les agriculteurs interrogés ont souligné la nécessité urgente de fournir des services de vulgarisation et de conseil sur l'utilisation de technologies de culture innovantes, d'introduire de nouvelles cultures et variétés à haut rendement et résilientes face aux changements climatiques et d'organiser des distributions de pesticides et d'engrais.

La production totale de céréales en 2021 a été estimée par la mission à 1,4 million de tonnes, soit environ 10 pour cent de plus qu'en 2020 et environ 4 pour cent de plus que la moyenne quinquennale, sous l'effet d'un léger accroissement des semis et de meilleures conditions météorologiques qui ont amélioré les rendements. La production de blé, la principale céréale et denrée de base du pays, est

¹ Les fermes *dehkan* sont des exploitations agricoles de taille moyenne qui sont juridiquement et physiquement distinctes des parcelles familiales. Environ 60 pour cent des terres agricoles du pays appartiennent à des fermes *dehkan*. Les fermes *dehkan* couvrent en moyenne une superficie d'environ 20 hectares, soit beaucoup plus que les parcelles familiales de 2 hectares où sont cultivées des cultures telles que le coton, le blé et les légumes.

estimée à 852 000 tonnes, un niveau proche de la moyenne. La production de pommes de terre, une autre denrée de base, est estimée à 919 000 tonnes, un niveau en léger recul par rapport à la moyenne. Les productions de maïs et d'orge ont été estimées à des niveaux supérieurs à la moyenne.

Les besoins d'importation de céréales au cours de la campagne de commercialisation 2021/22 sont prévus à environ 1,35 million de tonnes, dont 1,19 million de tonnes de blé, 148 400 tonnes de maïs et environ 12 000 tonnes de riz. En outre, la mission a estimé les besoins d'importation de pommes de terre à 265 300 tonnes. Comme les années précédentes, les importations de blé devraient être entièrement couvertes par des achats commerciaux. Toutefois, compte tenu du conflit qui fait rage en Ukraine, la capacité d'importation du pays pourrait être considérablement limitée du fait de la hausse des prix internationaux du blé et des interdictions et des contingents d'exportation mis en place dans plusieurs pays de la région, y compris au Kazakhstan, le principal exportateur de blé à destination du Tadjikistan.

Dans la plupart des régions du pays, compte tenu de la faible production de fourrage et des prix élevés du fourrage et des concentrés, les effectifs du cheptel ont été réduits par rapport à l'année précédente. En outre, le manque d'eau d'irrigation et les conditions sèches durant l'été dans certaines parties du pays ont nui aux pâturages, réduisant les disponibilités d'herbe pour nourrir le bétail. Toutefois, les cultures fourragères et l'herbe utilisées pour l'alimentation du bétail ont été remplacées par d'autres déchets de cultures (alimentaires).

Entre mai 2020 et juillet 2021, les prix de la farine de blé sont demeurés globalement stables ou ont légèrement diminué, dans un contexte de disponibilités de blé suffisantes sur le marché intérieur, d'assouplissement des mesures de restrictions associées à la covid-19 et de mise en place par les pouvoirs publics d'initiatives visant à stabiliser les prix. Les prix ont augmenté d'environ 7 pour cent en août 2021, et ont atteint un nouveau record, dans le sillage de la forte hausse des cours à l'exportation du blé au Kazakhstan depuis juin 2021. En septembre 2021, les prix sont restés stables et ont légèrement augmenté entre octobre

et décembre 2021. À la fin de l'année, ils étaient supérieurs de plus de 30 pour cent à leurs niveaux d'avant la pandémie de covid-19 (mars 2020). Les prix des pommes de terre ont augmenté de façon saisonnière entre janvier et avril 2021, puis ont fléchi en mai et juin 2021. À partir de juillet, les prix ont augmenté de façon saisonnière jusqu'en novembre et ont légèrement diminué en décembre 2021, bien qu'ils soient restés environ 12 pour cent plus élevés qu'un an auparavant. L'augmentation des cours à l'exportation dans la sous-région, déclenchée par le début du conflit en Ukraine, pourrait entraîner une hausse des prix intérieurs jusqu'à ce que les récoltes de la campagne principale de 2022 atteignent les marchés en août prochain.

Selon les informations récoltées, la majorité des ménages ont bénéficié d'une consommation alimentaire adéquate pendant la période de l'enquête, et 15 pour cent ont souffert d'une consommation faible ou limitée. La prévalence des ménages en situation d'insécurité alimentaire était plus élevée dans les zones rurales, en particulier parmi les ménages dirigés par des femmes.

Les ménages dirigés par des femmes étaient plus susceptibles d'avoir une consommation alimentaire pauvre que les ménages dirigés par des hommes. En outre, la mission a constaté qu'une grande partie des ménages, environ 60 pour cent des ménages interrogés, avaient consacré plus de la moitié de l'ensemble de leurs dépenses à la nourriture, ce qui a limité leur capacité à faire de meilleurs choix de subsistance, une part importante de leurs dépenses étant destinée à satisfaire leurs besoins alimentaires.

Plus de 60 pour cent des ménages interrogés ont déclaré avoir adopté une ou plusieurs stratégies d'adaptation fondées sur les moyens de subsistance pour combler leurs lacunes alimentaires, les plus répandues étant la dépense de l'épargne et la réduction des dépenses non alimentaires. Dans l'ensemble, le montant des envois de fonds dans le pays a diminué par rapport aux niveaux d'avant la pandémie de covid-19 et la majorité des ménages qui ont reçu des fonds en 2021 ont indiqué que l'argent avait été utilisé pour couvrir leurs besoins alimentaires. La situation pourrait encore s'aggraver en raison des répercussions de la guerre en Ukraine.



©FAO/Ibrahim Ahmedov

RECOMMANDATIONS

Agriculture

- Élaborer de nouveaux programmes pour réformer l'agriculture et promouvoir la sécurité alimentaire.
- Avec l'appui de l'Académie tadjike des sciences agricoles et de l'Université agraire tadjike, renforcer les capacités du MA à créer des centres de diffusion des connaissances.
- Accroître l'utilisation de variétés de cultures locales plus résistantes aux intempéries et adaptées à la nature des sols et aux conditions climatiques locales.
- Promouvoir l'introduction de technologies permettant des économies d'énergie et d'eau (technologie sans labour).
- Promouvoir l'introduction et l'adoption à grande échelle des technologies numériques (digitalisation). Élaborer des programmes de formation aux compétences numériques à l'intention des agriculteurs, y compris sur la surveillance numérique des services météorologiques et climatiques.
- Étendre l'utilisation de l'agriculture biologique, qui créera les conditions nécessaires pour développer de nouvelles perspectives d'exportation dans un contexte de demande mondiale croissante de produits biologiques.
- Mener activement des travaux explicatifs sur la coopération des petites exploitations pour une utilisation plus efficace des terres.
- Trouver des possibilités de regrouper les producteurs dans des organisations, afin



de contribuer à accroître la rentabilité des exploitations agricoles par le biais de la transformation et de la vente de produits.

- Organiser des regroupements de producteurs d'abricots, de cerises de bois, de raisins, ainsi que des regroupements d'éleveurs de volailles et de producteurs laitiers pour lesquels il existe les conditions préalables dans le pays.
- Créer des centres logistiques dans chaque région pour recevoir les cultures et autres produits agricoles produits par les agriculteurs.
- Mettre en place des installations de réfrigération pour améliorer les conditions d'entreposage et la rentabilité des ventes de produits par les agriculteurs.
- Accorder des aides publiques pour la remise en état des systèmes d'irrigation.
- Aider les agriculteurs à acheter des machines agricoles de petite taille pour travailler dans les vergers et les vignobles, ainsi que sur les pentes.

Sécurité alimentaire des ménages

- L'enquête auprès des ménages a montré que le manque de moyens financiers était la principale cause des faibles niveaux de consommation alimentaire des ménages au Tadjikistan, qui les empêchent de bénéficier d'un régime alimentaire adéquat. À cet égard, il conviendrait de mettre en œuvre des activités qui améliorent les revenus des ménages et leur accès aux moyens financiers, notamment des interventions fondées sur des transferts monétaires et des programmes de création d'actifs pour les communautés en situation d'insécurité alimentaire.
- Un cinquième des ménages a été considéré en situation d'insécurité alimentaire dans l'évaluation effectuée en août 2021. Étant donné que la récente crise ukrainienne devrait très probablement avoir des répercussions sur les envois de fonds provenant principalement de la Fédération de Russie, où la majorité des migrants tadjiks sont installés, la sécurité alimentaire des ménages fortement dépendants des envois de fonds risque de se détériorer. Afin de préserver la consommation alimentaire et les moyens de subsistance de ces ménages, il convient d'accorder la priorité à l'aide alimentaire d'urgence et aux activités de rétablissement rapide des moyens de subsistance.
- Favoriser l'accès à des aliments variés, tels que les fruits et les légumes, tout au long de l'année, permettra d'améliorer la teneur nutritionnelle des régimes alimentaires des ménages; cela peut être atteint à travers la mise à disposition et l'utilisation de serres, de vergers et de séchoirs à fruits. En outre, des programmes sensibles à la nutrition, notamment axés sur la communication en faveur d'une évolution des comportements sociaux, la fourniture de produits nutritifs spécifiques et l'enrichissement des aliments pourraient améliorer la situation nutritionnelle des ménages.
- Durant les entretiens de groupe, la plupart des communautés ont signalé l'incidence des aléas climatiques, des ravageurs et des maladies des cultures sur leur productivité agricole; améliorer la capacité des agriculteurs à gérer les risques en leur fournissant des informations opportunes et localisées sur les conditions météorologiques, les marchés et l'agriculture pourrait contribuer à atténuer ces problèmes.
- Renforcer les systèmes nationaux de protection sociale, y compris l'assistance sociale ciblée et les programmes d'alimentation scolaire, permettrait d'absorber certains des chocs économiques, climatiques et sanitaires auxquels les ménages sont régulièrement confrontés.
- L'analyse des prix du marché en 2021 montre que les prix des principaux produits alimentaires n'ont cessé d'augmenter tout au long de 2021. Cette situation, et la baisse des revenus, dont plus d'un tiers des ménages interrogés a signalé avoir souffert, a provoqué une érosion du pouvoir d'achat des ménages. Par conséquent, toute intervention, en cours ou prévue, fondée sur des transferts monétaires, doit tenir compte de la valeur accrue du panier alimentaire minimal lors de l'établissement ou de la mise à jour de la valeur des transferts.
- Bien qu'une part plus élevée des ménages urbains ait été considérée en sécurité alimentaire par rapport aux ménages ruraux, l'insécurité alimentaire persiste dans les zones urbaines. En outre, une proportion importante des ménages urbains a adopté des stratégies d'adaptation fondées sur les moyens d'existence. Des études plus spécifiques sont nécessaires pour comprendre l'insécurité alimentaire urbaine et les mécanismes d'intervention possibles.

➤ La mise en place d'un système de surveillance de la sécurité alimentaire apparaît comme essentiel pour suivre l'évolution de la situation des ménages en matière de sécurité

alimentaire, afin de permettre des interventions en temps opportun et de soulager au maximum les ménages vulnérables pendant les périodes les plus critiques.

Le présent rapport a été établi par Rahmon Shukurov, Elena Conte, Cristina Coslet et Mario Zappacosta (FAO) and Mariko Kawabata, Arshia Khan et Suhaily Mamadramov (PAM) sous la responsabilité de secrétariat de la FAO et PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant:

Mario Zappacosta
Économiste principal
Système mondial d'information et d'alerte
rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR)

Mariko Kawabata
Directeur pays adjoint
Bureau de pays du Tadjikistan

**Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Programme Alimentaire Mondial (PAM)

5 Lohuti Street
Proezd 1
Dushanbe, Tadjikistan

Courriel: GIEWS1@fao.org

Courriel: mariko.kawabata@wfp.org

Veuillez noter que ce rapport spécial est également disponible sur Internet dans le cadre du World Wide Web de la FAO <http://www.fao.org/home/fr/> à l'adresse URL suivante: <http://www.fao.org/giews/reports/special-reports/fr/>.

The La Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), a mis en place des listes d'envoi pour diffuser ses rapports. Pour vous abonner, complétez le formulaire d'inscription disponible à l'adresse suivante:

http://newsletters.fao.org/k/Fao/markets_and_trade_english_giews_world



©FAO/Ibrohlim Ahmatov



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition
selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

© FAO, 2022
CC0514FR/1/06.22